

SOCIÉTÉ /

A voir : Fait divers • Justice • Religion • Santé • Famille • Enquête • Environnement • Météo • Trafic •

Alstom: GE renonce à ses engagements sur l'emploi en France

Actualité / Société / Par AFP, publié le 14/06/2018 à 20:44, mis à jour à 20:44

Partager Tweeter Partager



Logo General Electric le 21 novembre 2017 à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) afp.com/LOIC VENANCE

Paris - Le géant américain General Electric (GE), qui avait acquis la branche énergie d'Alstom en 2014, a renoncé à son engagement de créer un millier d'emplois d'ici à la fin de l'année en France, conduisant le ministre de l'Economie Bruno Le Maire à affirmer jeudi qu'il devrait payer "des compensations".

Le PDG de GE, John Flannery, s'est rendu mardi à Bercy pour annoncer à M. Le Maire que son engagement était "hors d'atteinte". Il a assuré être "confronté à un environnement difficile du fait de l'évolution défavorable de ses marchés historiques dans le secteur de l'énergie", selon le ministère.

M. Flannery a succédé l'an passé à Jeff Immelt, le PDG qui avait mené à bien l'acquisition de la branche énergie d'Alstom en 2014 pour 13,5 milliards de dollars. Il avait qualifié cette opération de "très décevante" en novembre.

Bruno Le Maire a "regretté" l'annonce de GE, qui selon Bercy n'avait créé que 323 emplois en France à la fin avril.

"Une entreprise n'abandonne pas ses engagements", a-t-il jugé dans la soirée, lors d'une visite au chantier naval de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

"Je suis en discussions avec General Electric, je leur ai déjà indiqué que GE devrait verser des compensations à hauteur des emplois qui n'ont pas été créés en France", a-t-il déclaré.

"Nous verrons quel sera le chiffre exact d'ici la fin de l'année et sur la base de ce chiffre General Electric versera des compensations", a précisé le ministre.

"General Electric devra verser ces compensations, General Electric devra rendre des comptes à l'Etat français sur son incapacité à atteindre l'objectif qui a été fixé", a-t-il insisté, précisant qu'il reverrait M. Flannery "en septembre ou en octobre".

- Amende ou pas ? -

M. Le Maire a demandé au PDG du groupe américain que des "perspectives claires soient données pour les années à venir à chacun des sites industriels de GE en France, qui permettent d'assurer la pérennité de l'activité et des emplois associés".

GE assure de son côté avoir tenu ses autres engagements: "La création de quatre sièges mondiaux en France, celle de trois co-entreprises avec Alstom, la non-fermeture de sites en France et la présence d'un Français au conseil d'administration du groupe", a indiqué à l'AFP une source proche de l'entreprise.

Les accords prévoyaient une pénalité de 50.000 euros par emploi net qui ne serait pas créé avant la fin 2018, soit une amende potentielle de près de 34 millions d'euros si la situation n'évolue pas d'ici à la fin 2018.

L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg a appelé le gouvernement à appliquer ces amendes et l'a encouragé à renforcer son dispositif de protection des intérêts stratégiques en "fixant l'annulation de l'acquisition" comme condition si les engagements ne sont pas tenus, a-t-il expliqué à l'AFP.

A Belfort, ville où se trouve l'usine historique d'Alstom et une autre de GE qui compte 3.500 salariés, le conseil départemental a approuvé une motion demandant "solennellement au gouvernement et au président de la République, de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir (de GE) le respect de l'engagement pris et de tout mettre en oeuvre pour garantir le maintien de l'emploi à Belfort".

Les syndicats ont également réagi à Belfort. "Le gouvernement est complètement asservi à ces grands groupes qui ne mettent plus de limites", a regretté Hélène Gonon, déléguée CFE-CGC chez GE.

"Le gouvernement plie à nouveau devant un grand groupe", a renchéri Francis Fontana, responsable syndical Sud.

Les sénateurs socialistes Jérôme Durain (Saône-et-Loire) et Martial Bourquin (Doubs) ont appelé le gouvernement à "exiger de GE un nouvel accord". "34 millions d'amende ce n'est peut-être pas +un pognon de dingue+ mais il en va de la crédibilité de l'Etat", ont-ils assuré.

Le député de l'Eure-et-Loir Guillaume Kasbarian (LREM) a pour sa part estimé que les politiques ne pouvaient "faire abstraction de la réalité économique" et assuré que l'offre de GE d'il y a quatre ans était la seule "à faire sens sur un plan industriel".

Les conditions de l'acquisition de la branche énergie d'Alstom par GE avaient provoqué un bras de fer entre le PDG français de l'époque, Patrick Kron, et M. Montebourg, qui défendait plutôt un rapprochement avec l'allemand Siemens.

Actualités

PLUS D'ACTUALITÉ :

- Macron prend le Falcon pour 100km
- "Messieurs, les migrants sont des êtres humains!"
- PSA: fin des 35h à l'usine de Vesoul
- "Il faut sauver le droit d'asile!"

AILLEURS SUR LE WEB

Contenu proposé par Taboola

Connect With Friends & Family On Facebook®

Facebook

Made of 100% recycled cotton and PET bottles

North Sails

Play this for 1 minute and see why everyone is addicted

Vikings: War of Clans

Developers: Discover Smart Video Solutions and SDKs from Intel

Intel® Developer Zone

Students: Find everything you need to apply AI solutions

Intel® AI Academy

Man Hears Noises In His Yard, Takes A Peek And Gasps At Discovery

Mutually

par Taboola ▶

SERVICES PARTENAIRES

LES SERVICES DE L'EXPRESS

- Tous nos dossiers
- Classement des lycées
- Budget 2018
- Coupe du monde 2018
- Bons de réduction avec l'Express

- Code promo Asos
- Code promo La Redoute
- Code promo Sarenza
- Code promo Blanche Porte
- Code promo Cdiscount

NOS PARTENAIRES

- BIEN MANGER avec Bjorg
- COMPARATIF SMARTPHONE avec Meilleurmobile
- CODES ITUNES avec L'Express
- VINS DE VIGNERONS avec Avenue des Vins
- ANNONCES IMMOBILIERES avec Logic-Immo

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer notamment des publicités ciblées en fonction de vos centres d'intérêt, de réaliser des statistiques de visites et de vous permettre de partager des informations sur les réseaux sociaux. [Gérer les cookies](#)

OK

